

GEN 3.3

Services de la Circulation Aérienne Militaire

Military Air Traffic Control Services

3.3.1 Services de la Circulation Aérienne Militaire

3.3.1.1 Bénéficiaires des services de la CAM

Les services de la CAM sont assurés au profit des aéronefs habilités évoluant en CAM, conformément aux paragraphes ci-après :

Aéronefs militaires français de droit et aéronefs français sur autorisation, dans les conditions suivantes :

- a) de droit les aéronefs militaires français définis dans le décret n°2013-367 du 29 avril 2013 relatif aux règles d'utilisation, de navigabilité et d'immatriculation des aéronefs militaires et des aéronefs appartenant à l'Etat et utilisés par les services de douanes, de sécurité publique et de sécurité civile, mentionnés ci-dessous :
- 1) les aéronefs appartenant à l'Etat, et utilisés par les organismes relevant de l'autorité du ministre de la défense, ou du ministre de l'intérieur s'agissant des aéronefs en service au sein de la gendarmerie nationale ;
 - 2) les aéronefs appartenant à l'Etat, et utilisés de façon temporaire par une personne morale, pour les besoins du ministère de la défense ou du ministère de l'intérieur s'agissant des aéronefs de la gendarmerie nationale. Cette utilisation s'inscrit dans le cadre d'une convention ou d'un marché conclu avec l'Etat ;
 - 3) les aéronefs n'appartenant pas à l'Etat, mais utilisés pour effectuer des missions au profit de l'Etat et pilotés par un équipage soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de la défense, qualifié d'aéronef militaire sur décision conjointe du ministre de la défense et du ministre chargé de l'aviation civile ;
 - 4) les aéronefs n'appartenant pas à l'Etat mais utilisés pour effectuer des missions au profit de l'Etat et pilotés par un équipage composé de militaires de la gendarmerie nationale soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'intérieur, qualifié d'aéronef militaire sur décision conjointe du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'aviation civile ;

b) sur autorisation du DSAÉ¹ les aéronefs français mentionnés ci-dessous :

- 1) les aéronefs appartenant à l'Etat et pilotés par un équipage soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'intérieur, autres que les aéronefs en service au sein de la gendarmerie nationale ;
- 2) les aéronefs appartenant à l'Etat et pilotés par un équipage soumis au pouvoir hiérarchique d'un ministre autre que le ministre de la défense ou le ministre de l'intérieur ;
- 3) les aéronefs n'appartenant pas à l'Etat mais utilisés par l'Etat pour les besoins du ministère de la défense, du ministère de l'intérieur **ou du ministère chargé des douanes**. Cette utilisation s'inscrit dans le cadre d'un marché conclu par l'Etat ;
- 4) les aéronefs n'appartenant pas à l'Etat et utilisés à des fins de formation aéronautique pour laquelle le ministère de la défense accorde sa participation **dans le cadre du décret n°2018-1073 du 03 décembre 2018 relatif à la rémunération de services rendus par le ministère de la défense et par les formations musicales de la gendarmerie nationale**. Cette utilisation s'inscrit dans le cadre d'une convention entre le ministère de la défense et l'entité assurant la formation.

3.3.1 Military Air Traffic Control Services

3.3.1.1 Beneficiaries of OAT services

Military air traffic services are provided for approved aircraft operating under military air traffic rules, in accordance with the paragraphs below

French military aircraft authorized by law and approved French aircraft, under the following conditions :

- a) Aircraft authorized by law, the French military aircraft detailed in decree no. 2013-367 of April 29, 2013 regarding rules for the use, airworthiness and registration of military aircraft and aircraft which belong to the State and are used by the customs, public safety and civil security services, as mentioned below :
- 1) aircraft which belong to the State and are used by organizations under the authority of the defense minister, or the minister of the interior, for aircraft used by the national gendarmerie;
 - 2) aircraft which belong to the State and are used temporarily by a legal person for the benefit of the defense ministry or the ministry of the interior, for aircraft belonging to the national gendarmerie. The aircraft are used as part of an agreement or contract entered into with the State;
 - 3) aircraft which do not belong to the State, but are used for the missions of the State and are piloted by a crew under the hierarchical authority of the defense minister, an aircraft is considered to be military based on the joint decision of the defense minister and the minister responsible for civil aviation;
 - 4) aircraft which do not belong to the State, but are used for the missions of the State and are piloted by a crew comprised of soldiers from the national gendarmerie under the hierarchical authority of the minister of the interior, an aircraft is considered to be military based on the joint decision of the minister of the interior and the minister responsible for civil aviation;

b) with authorization from the DSAÉ¹ the French aircraft mentioned below:

- 1) aircraft which belong to the State and are piloted by a crew under the hierarchical authority of the minister of the interior, other than aircraft used by the national gendarmerie;
- 2) aircraft which belong to the State and are piloted by a crew under the hierarchical authority of a minister other than the defense minister or the minister of the interior
- 3) aircraft which do not belong to the State but are used by the State for the needs of the defense ministry, the ministry of the interior **or the ministry in charge of customs**. The aircraft are used as part of a contract entered into by the State;
- 4) aircraft which do not belong to the State and are used for aviation training purposes, in which the defense ministry has agreed to be involved **pursuant to decree no. 2018-1073 of December 03, 2018 relating to payments for services provided by the defense ministry and by the National Gendarmerie musical groups**. The aircraft are used as part of an agreement between the defense ministry and the entity providing the training.

¹ Directeur de la sécurité aéronautique d'Etat

¹ State aviation security director

Manuel d' Information Aéronautique Militaire

Les demandes d'autorisation d'évoluer selon les règles de la CAM, doivent être présentées au DSAÉ dans les conditions fixées à l'appendice 7. Ces demandes doivent être motivées par des raisons d'ordre technique ou militaire

Les aéronefs étrangers, sur autorisation, dans les conditions suivantes :

a) Sur autorisation du DSAÉ, les aéronefs étrangers n'appartenant pas à l'Etat français mais utilisés par l'Etat français pour les besoins du ministère de la défense. Cette utilisation s'inscrit dans le cadre d'un marché conclu par l'Etat français. Les demandes d'autorisation d'évoluer selon les règles de la CAM doivent être présentées au DSAÉ dans les conditions fixées à l'appendice 7. Ces demandes doivent être motivées par des raisons d'ordre technique ou militaire.

b) Aéronefs d'Etat relevant d'Etats étrangers dans les conditions suivantes :

1) sur autorisation diplomatique, lorsqu'elle comprend les règles de vol en CAM, les aéronefs mentionnés dans l'instruction interministérielle n°111/SGDN/DAD du 13 mars 1987 modifiée et fixant les règles de survol du territoire français avec ou sans escale par les aéronefs d'Etats étrangers. La référence de l'autorisation diplomatique est inscrite en case 18 du plan de vol.

2) sur autorisation du DSAÉ, les aéronefs mentionnés dans l'instruction interministérielle n°111/SGDN/DAD du 13 mars 1987 lorsqu'il n'existe pas d'autorisation diplomatique comprenant les règles de vol en CAM souhaitées par un Etat étranger. Dans ce cas, une demande d'autorisation de voler en CAM doit être adressée, dans les conditions fixées à l'appendice 7, pour avis, au général commandant la défense aérienne et les opérations aériennes. L'avis précité sera transmis au DSAÉ qui statuera sur la demande.

Aéronefs en essais, en réception ou en vol à caractère technique dans les conditions suivantes:

Sur autorisation du directeur du centre d'essais en vol de la DGA, les aéronefs en essais, en réception ou en vol à caractère technique.

Une demande d'autorisation d'évoluer selon les règles de la CAM/CER doit être présentée au directeur du centre d'essais en vol dans les conditions fixées à l'appendice 8.

Cette demande doit être motivée pour des raisons d'ordre technique.

Requests for authorization to operate according to military air traffic rules must be submitted to the DSAÉ under the conditions provided in appendix 7. These requests must be based on technical or military grounds.

Foreign aircraft, upon authorization, under the following conditions :

a) With authorization from the DSAÉ, foreign aircraft which do not belong to the French Government but are used by the French Government for the needs of the defense ministry. The aircraft are used as part of a contract entered into by the French Government. Requests for authorization to operate according to military air traffic rules must be submitted to the DSAÉ under the conditions provided in appendix 7. These requests must be based on technical or military grounds.

b) Government aircraft from foreign Governments, under the following conditions :

1) with diplomatic clearance, when this includes military air traffic flight rules, the aircraft detailed in amended interministerial instruction n° 111/SGDN/DAD of March 13, 1987, which establishes rules for flying over French territory, with or without stops, applicable to the aircraft of foreign Governments. The diplomatic clearance number will be written in box 18 of flight plan.

2) with DSAÉ authorization, the aircraft mentioned in the Interministerial instruction n° 111/SGDN/DAD of March 13, 1987, when there is no diplomatic clearance which includes the military air traffic rules desired by a foreign Government. In this case, a request for authorization to fly according to military air traffic rules must be sent, under the conditions established in appendix 7, to the commanding general of air defense and air operations for an opinion. The aforementioned opinion will be sent to the DSAÉ, who will rule the request.

Aircraft for testing, receipt or technical flight, under the following conditions :

With the authorization of the director of the flight test center at the DGA, technical aircraft for testing, receipt or flight.

Requests for authorization to operate according to military air traffic/CER rules must be submitted to the director of the flight test center, under the conditions provided in appendix 8.

This request must be based on technical grounds.

Manuel d'Information Aéronautique Militaire

3.3.1.2 Application territoriale

Les règles de la CAM peuvent s'appliquer:

- dans l'espace aérien national et dans les espaces aériens placés sous juridiction française² aux aéronefs cités supra ;
- en dehors de l'espace aérien national et des espaces aériens placés sous juridiction française, aux seuls aéronefs relevant du ministère de la défense dans la mesure où ces règles ne contreviennent pas aux règles édictées par l'Etat sous l'autorité duquel le territoire survolé se trouve placé.

3.3.1.3 Objet des services de la circulation aérienne militaire

Les services de la circulation aérienne militaire ont pour objet :

- D'empêcher les abordages entre aéronefs en vol ;
- D'ordonner la circulation aérienne militaire ;
- De fournir les avis et les renseignements utiles à l'exécution sûre et efficace des vols ;
- D'alerter les organismes appropriés lorsque des aéronefs ont besoin de l'aide des organismes de recherches et de sauvetage, et de prêter à ces organismes le concours nécessaire
- De fournir une assistance à tout aéronef en vol qui en fait la demande.

3.3.1.4 Subdivision des services de la circulation aérienne militaire

Les services de la circulation aérienne militaire sont au nombre de trois :

- Le service du contrôle ;
- Le service d'information de vol ;
- Le service d'alerte et d'assistance.

3.3.1.5 Organismes chargés de la fourniture des services de la CAM

Dans les espaces aériens et sur les aérodromes dont ils ont la charge, COMALAT, ALAVIA, le CFA et le CEV fournissent les services de la circulation aérienne militaire.

Les organismes relevant de la DSNA peuvent, sous certaines conditions, fournir tout ou partie des services de la CAM³.

3.3.1.2 Territorial application

The OAT rules can apply:

- in the national airspace and in airspaces under French jurisdiction² to the aircraft mentioned above;
- outside the national airspace and in airspaces under French jurisdiction, only to aircraft under the Ministry of Defence authority, insofar as these rules do not go against the rules laid down by the Government under the authority of which the territory flown over is found.

3.3.1.3 Purpose of military air traffic control services

The military air traffic control services are aimed at:

- Preventing collisions between aircraft in flight;
- Regulating military air traffic;
- Providing the notices and information that are useful for executing flights safely and efficiently;
- Alerting the appropriate organisms when the aircraft need assistance of search and rescue organisms, and to provide the necessary assistance to these organisms;
- Providing assistance to any aircraft in flight requesting assistance.

3.3.1.4 Subdivision of military air traffic control services

There are three military air traffic control services:

- The control service;
- The flight information service;
- The alert and assistance service.

3.3.1.5 Organisms in charge of providing OAT services

In the airspaces and on aerodromes under their responsibility, COMALAT, ALAVIA, the CFA and the CEV provide the military air traffic control services.

The organisms under DSNA can, under certain conditions, provide all or part of OAT services³.

² Pour le survol des parties de la haute mer où l'Etat français a accepté, en vertu d'un accord régional de navigation aérienne, la responsabilité de la fourniture de services de la circulation aérienne, l'autorité ATS compétente dont il est question dans la présente Annexe est l'autorité appropriée désignée par l'Etat français chargé de fournir ces services.

³ Conformément au CAC, article D 131-9.

² To fly over the portions of high seas where the French Government has accepted, in virtue of a regional air navigation agreement, the responsibility to provide air traffic control services, the relevant ATS authority concerned by the present Annex is the appropriate authority designated by the French Government to provide these services.

³ In accordance with the CAC, article D 131-9.